

TITRE I

DE LA DIVISION TERRITORIALE

53 VICTORIA, CHAPITRE 3

Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour la division électorale de Wolfe et Richmond

[Sanctionné le 2 Avril, 1890]

ATTENDU que de nombreuses requêtes ont été présentées, et que des résolutions ont été passées par des conseils de cités, de villes et de comtés en cette province, demandant à ce que le nombre des députés à l'Assemblée législative soit augmenté dans certains endroits ;

Attendu que la représentation, dans la Législature, n'est pas équitablement partagée ;

Attendu que la nécessité de pourvoir aux besoins croissants de la population de cette province et au développement de ses ressources, rend opportun d'augmenter la représentation du peuple à l'Assemblée législative, et de la répartir d'une manière plus équitable, et, dans cette vue, de changer les limites de certains comtés et divisions électorales, et d'en former d'autres de manière à augmenter le nombre des collèges électoraux en cette province. ;

Attendu que la section 80 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, décrète que l'Assemblée législative de Québec se composera de soixante et cinq membres, qui seront élus pour représenter les soixante et cinq divisions ou districts électoraux du Bas Canada, mentionnés dans ledit acte, sauf toute modification que pourra y apporter la Législature de Québec ; mais qu'il ne pourra être représenté au lieutenant-gouverneur de Québec, pour qu'il le sanctionne, aucun bill à l'effet de modifier les délimitations des divisions ou districts électoraux énumérés dans la deuxième cédula annexée audit acte, à moins qu'il n'ait été passé à ses deuxième et troisième lectures dans l'Assemblée législative avec le concours de la majorité des membres représentant toute ces divisions ou districts électoraux ; et que la sanction ne sera donnée à aucun bill de cette nature à moins qu'une adresse n'ait été présentée au lieutenant-gouverneur par l'Assemblée législative déclarant que tel bill a été ainsi passé ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Le présent chapitre est refondu, moins la section 4 qui reste en vigueur et se lit comme suit :

Soumission
des deux di-
visions à la
s. 80 de l'acte
d'Union.

4. Les deux nouvelles divisions électorales créées par le présent acte, resteront soumises séparément, quant aux changements futurs de leurs limites, aux dispositions de la section 80 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867.

Entrée en
vigueur.

5. Cet acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

1 EDOUARD VII, CHAPITRE 4

Loi pour changer le chef-lieu du district judiciaire de
Beauharnois

[Sanctionnée le 28 mars, 1901]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Salaberry de Valleyfield est l'endroit le plus central et le plus populeux du district de Beauharnois, et qu'elle a adopté un règlement aux fins de s'engager à payer une somme de cinquante mille piastres au gouvernement, pourvu que le palais de justice et la prison du district soient construits dans ses limites et que le chef-lieu du district y soit transféré ; et attendu qu'il est dans l'intérêt public de transférer le chef-lieu dans cette ville ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre a été refondu, sauf les sections 5 à 10 qui restent en vigueur et se lisent comme suit :

Devoirs des
officiers de
justice rela-
tivement au
transfert.

5. Il sera du devoir des shérif, protonotaire, greffier et autres officiers de justice du district de Beauharnois de faire la transmission desdits documents, dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sous les peines d'une amende de cinq cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

Frais du
transfert.

Les dépenses et déboursés occasionnés par cette transmission seront payés par la province.

Refus de ces
officiers
d'obéir.

6. Sur le refus ou la négligence des susdits officiers de se conformer aux devoirs mentionnés dans la section précédente, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser toute

autre personne compétente à faire cette transmission, et les frais et déboursés occasionnés par cette transmission seront à la charge de la province.

7. Après la transmission desdits documents, toutes les procédures déjà faites seront continuées audit nouveau chef-lieu dans la ville de Salaberry de Valleyfield, comme si elles eussent été prises et commencées dans cet endroit. Procédures après le transfert.

8. Le cours de la prescription et tous les délais de procédure, dans toute cause pendante au chef-lieu aboli, seront suspendus et cesseront de courir depuis le jour fixé pour la transmission desdits documents, jusqu'au jour de l'ouverture des séances de la cour au nouveau chef-lieu. Suspension de la prescription et des délais.

9. La reprise des procédures dans ces causes pendantes n'exigera aucun avis nouveau. Reprise des procédures.

10. La Cour de circuit siégeant en la ville de Salaberry de Valleyfield cessera d'exister dès que le chef-lieu y aura été établi conformément aux dispositions de la présente loi. Cour de circuit de Valleyfield, abolie.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

61 VICTORIA, CHAPITRE 19

Loi concernant la juridiction de la Cour supérieure quant aux comtés de Berthier et de Verchères

[Sanctionnée le 15 janvier, 1898]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre a été refondu, sauf la section suivante qui reste en vigueur et se lit comme suit :

7. Les causes et procédures commencées et pendantes, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, seront continuées, et les jugements dans ces matières, ainsi que ceux qui sont déjà obtenus, seront exécutés comme si la présente loi n'avait pas été passée. Causes pendantes.

8. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

2 EDOUARD VII, CHAPITRE 11

Loi détachant certains cantons du comté de Compton et du comté de Beauce et les unissant ensemble pour former un nouveau comté sous le nom de "comté du Lac Mégantic" pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture

[Sanctionnée le 26 mars, 1902]

Préambule.

ATTENDU que Joseph-Napoléon Thibodeau, notaire, Adolphe Bécigneul, avocat, Charles-Alphonse Léger, marchand-tailleur, Eusèbe Huard, marchand, John-O. McDonald, marchand, tous du village de Mégantic, comté de Compton, et Louis-Napoléon Lapointe, comptable, du village d'Agnès, comté de Beauce, ont, par leur pétition, représenté que la trop grande étendue du territoire des deux comtés de Beauce et de Compton, le nombre considérable de leurs habitants, soixante-neuf mille sept cent trente-sept, et le trop grand éloignement de leurs chefs-lieux nuisent beaucoup à la bonne administration de ces comtés et à la transaction des affaires publiques, ce qui occasionne à ceux qui les habitent des dépenses considérables ;

Attendu que lesdits pétitionnaires ont demandé que certains cantons désignés dans leur pétition soient détachés des dits comtés de Compton et de Beauce pour former un nouveau comté sous le nom de "comté du Lac Mégantic", et qu'il est à propos de faire droit à leur demande ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE. *Ce chapitre a été refondu, moins les sections 6, 7, 8 et 9 qui restent en vigueur et se lisent comme suit :*

Proclamation érigant la division d'enregistrement du Lac Mégantic.

6. Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil aura constaté qu'on s'est procuré, dans le village de Mégantic, un appartement convenable pour y tenir le bureau d'enregistrement et une voûte à l'épreuve du feu dans cet appartement, il pourra déclarer, dans une proclamation qui sera publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, que le bureau d'enregistrement pour le comté du Lac Mégantic sera ouvert et tenu dans le village de Mégantic, et il pourra nommer un régistrateur pour ce comté conformément à la loi.

Paiement des dépenses pour établissement du bureau.

Le coût des livres et toutes les dépenses nécessaires à la formation du nouveau bureau d'enregistrement sera à la charge de la nouvelle municipalité de comté, et l'article 5680 des Statuts refondus ne s'appliquera pas au présent cas.

NOTE.—Ouverture du bureau d'enregistrement le 1er octobre 1902 par proclamation en date du 17 sept. 1902 : *Gazette officielle* 1902, p. 1651.

7. L'article 72 des Statuts refondus et le tableau annexé S. R., 72, à cet article sont amendés en conséquence. amendé.

8. Toutes les lois en vigueur concernant les registrateurs, Lois applica-
bles au régis-
trateur, etc.
les bureaux d'enregistrement et l'enregistrement des divers titres et actes s'appliqueront à la division d'enregistrement du comté du Lac Mégantic.

9. La première élection du préfet du comté aura lieu, si possible, le deuxième mercredi du mois de juin prochain. Première
élection du
préfet du
comté.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

61 VICTORIA, CHAPITRE 7

Loi transportant de St-Michel à St-Raphaël le chef-lieu du
comté de Bellechasse

[Sanctionnée le 15 janvier, 1898]

ATTENDU que la corporation du comté de Bellechasse, Préambule.
a, par sa requête, représenté :

Que la paroisse de St-Michel, le chef-lieu actuel du comté de Bellechasse, est située à l'extrémité de ce comté, ce qui présente de graves inconvénients pour les personnes habitant l'autre extrémité du comté ;

Que la paroisse de St-Raphaël est sise au centre dudit comté et est d'un accès facile pour tous les intéressés ;

Que le conseil de comté dudit comté a unanimement constaté la nécessité de changer le chef-lieu, et a sur division, recommandé la paroisse de St-Raphaël comme nouveau chef-lieu ;

Attendu que la requérante a demandé que cette dernière localité soit déclarée le chef-lieu dudit comté, et qu'il est à propos d'accéder à cette demande ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le chef-lieu du comté de Bellechasse est transféré, Chef-lieu du
comté de
Bellechasse,
transféré à
St-Raphaël.
pour toutes les fins, de la paroisse de St-Michel, dans ce comté, à la paroisse de St-Raphaël, dans le même comté.

2. Aussitôt qu'un bureau d'enregistrement et une voûte Bureau d'en-
registrement
sera à St-
Raphaël lors-
de sûreté auront été érigés dans le nouveau chef-lieu, en la manière prescrite par l'article 514 du Code municipal, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation,

qu'il y aura y établir le bureau d'enregistrement pour le comté de Belle-
une route de chasse, et, à compter du jour fixé par cette proclamation,
sûreté, etc. tous les enregistrements, pour ledit comté, se feront à ce
nouveau bureau.

NOTE.—*Proclamation émise le 4 avril 1898. Gazette officielle*
1898, p. 838.

Entrée en
vigueur.

3. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

60 VICTORIA, CHAPITRE 15

Loi concernant la division d'enregistrement du comté
d'Ottawa

[Sanctionnée le 9 janvier, 1897]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la
Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Les sections 1 et 2 sont refondues. La section 2 est*
refondue telle que remplacée par la loi 62 V., c. 7, s. 1.

Dispositions
applicables.

3. Toutes les dispositions des lois qui concernent les muni-
cipalités de comté s'appliqueront à chacun desdits comtés.

Division de
l'actif et du
passif du
comté
d'Ottawa.

4. L'actif et le passif de la présente municipalité du comté
d'Ottawa seront également partagés entre les deux muni-
cipalités organisées par la présente loi.

Archives de
la municipa-
lité de ce
comté.

5. Les archives de la présente municipalité du comté
d'Ottawa resteront sous la garde du secrétaire-trésorier du
comté actuel, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par
résolutions des conseils de comté des deux municipalités orga-
nisées par la présente loi.

Bureau d'en-
registrement
de Wright.

6. Le bureau d'enregistrement actuellement établi dans la
cité de Hull, sera et continuera d'être le bureau d'enregistre-
ment de la division d'enregistrement de Wright, et le régis-
trateur actuel de la division d'enregistrement d'Ottawa, sera,
sans nouvelle nomination, le régistrateur de la division d'en-
registrement de Wright.

Bureau d'en-
registrement
de Labelle.

7. Le bureau d'enregistrement du comté Labelle sera tenu
dans la ville de Buckingham, et la corporation de cette ville
fournira, à ses frais et sans aucune charge pour le reste du
comté, le local et les routes de sûreté nécessaires à la tenue
dudit bureau d'enregistrement.

8. Les articles 72 et 73 des Statuts refondus et les tableaux annexés à ces articles sont amendés en conséquence. S. R., 72 et 73, amendés.

9. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres et actes, et toutes matières s'y rapportant, de même que celles relatives aux bureaux d'enregistrement, aux registrateurs et députés-registrateurs y nommés, s'appliqueront aux divisions d'enregistrement établies par la présente loi, sauf en ce qu'elles pourraient avoir d'incompatible avec ses dispositions. Dispositions applicables à l'enregistrement dans les comtés de Wright et de Labelle.

10. Les ventes pour taxes municipales de terrains situés dans le comté d'Ottawa, qui doivent être faites en mars 1897, seront faites, nonobstant la division prescrite par cette loi, par le secrétaire-trésorier du comté de Wright. Ventes pour taxes municipales en mars 1897 de terrains dans le comté d'Ottawa. Entrée en vigueur.

11. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

62 VICTORIA, CHAPITRE 7

Loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle

[Sanctionnée le 10 mars, 1899]

ATTENDU que, par sa pétition, la corporation du comté de Labelle a représenté : Préambule.

Que le bureau d'enregistrement du comté de Labelle est actuellement dans la ville de Buckingham ;

Qu'il est de l'intérêt de la majorité des électeurs du comté que le bureau d'enregistrement soit transféré à Papineauville, le chef-lieu du comté ;

Attendu que, par sa pétition, ladite corporation a demandé qu'il soit passé une loi pour transférer le bureau d'enregistrement du comté de Labelle, de Buckingham à Papineauville, et qu'il est à propos de passer la présente loi ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—La section 1 a été refondue.

2. Le conseil de comté du comté de Labelle pourra, en tout temps après la mise en vigueur de la présente loi, construire ou se procurer, au chef-lieu du comté, un édifice convenable, muni d'une voûte à l'épreuve du feu, pour l'usage du bureau d'enregistrement, et dès que ce bureau et cette voûte auront été construits ou obtenus, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation émise à cet effet, donner ordre d'enlever le bureau d'enregistrement actuel de la ville. Quand pourra être émise la proclamation trans- portant le bureau d'enregistrement.

de Buckingham, pour l'établir audit chef-lieu ; et, à partir du jour indiqué dans cette proclamation, le bureau d'enregistrement dudit comté y devra être tenu. Ladite proclamation ne sera pas émise tant que la ville de Buckingham n'aura pas été remboursée de la somme de \$250.00 par la corporation du comté de Labelle pour les dépenses encourues par elle pour l'installation du bureau d'enregistrement dans la dite ville, depuis la mise en vigueur de la loi 60 Victoria, chapitre 15.

NOTE.—Le 1er juin 1899 a été fixé pour le transfert, par proclamation du 24 avril 1899 ; Gazette officielle de 1899, p. 905.

Où se fera le rachat des immeubles vendus pour arrérages de taxes dans le comté d'Ottawa. Titres à ces immeubles, par qui accordés.

3. Toutes les procédures relatives au rachat d'immeubles situés dans le ci-devant comté d'Ottawa, vendus jusqu'ici pour arrérages de taxes, devront être prises et faites devant le secrétaire-trésorier du comté de Wright, qui, seul, sera autorisé à recevoir les deniers payés, pour ce rachat.

4. Le secrétaire-trésorier du comté de Wright est autorisé à accorder aux acquéreurs d'immeubles situés dans l'ancien comté d'Ottawa, jusqu'ici vendus pour arrérages de taxes, le titre définitif auquel leur donnent droit les dispositions de l'article 1000 du Code municipal.

Enregistrement de ces titres.

5. Les actes de vente consentis par le secrétaire-trésorier du comté de Wright devront être enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Wright, et, au cas de nécessité, un certificat de tel enregistrement pourra être enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Labelle, aux frais de la personne en faisant la demande.

Entrée en vigueur.

6. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

63 VICTORIA, CHAPITRE 8

Loi concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement

[Sanctionnée le 23 mars, 1900]

Préambule.

ATTENDU que Narcisse Trahan, Evariste Lecomte, D.-B.-E.-G. Désaulniers, H. Comeau, avocat, W. Camirand, avocat, Gédéon Beauchemin, Julien Courteau, H.-O. Cloutier, de Nicolet ; Adolphe Bergeron et Joseph Blanchette, de Sainte-Brigitte des Saults ; Alain Ouellette, Henri Lemarier, de Saint-Wenceslas ; Hercule Houde, N. Legris, de Sainte-Eulalie ; Chas.-Ed. Houde, Hercule Bergeron, de Saint-Célestin ; O. Rousseau, Onésime Camirand, de Sainte-Per-

pétue ; Ferdinand Therrien, de Saint-Grégoire ; Louis Arsenau, de Saint-Léonard, et autres, ont, par leur pétition, représenté :

Que depuis l'établissement du bureau d'enregistrement du comté de Nicolet, la population de ce comté a plus que doublé et que de nombreuses et importantes paroisses se sont ouvertes dans le haut du comté ; que le village de Bécancour, siège actuel du bureau d'enregistrement, est très éloigné de quatre ou cinq paroisses, et que la rivière Bécancour est un obstacle au libre accès du bureau d'enregistrement à l'époque de la crue des eaux et du passage des glaces ;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé que le comté de Nicolet soit érigé en deux divisions d'enregistrement et qu'il est à propos de faire droit à leur demande ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre a été refondu, moins les sections 5, 7 et 8 qui restent en vigueur et se lisent comme suit :

5. Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil sera satisfait qu'on s'est procuré dans la ville de Nicolet un bâtiment pour y tenir un bureau d'enregistrement et une voûte à l'épreuve du feu dans ce bâtiment, il pourra déclarer dans une proclamation, qui sera publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, que le bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement No 2 du comté de Nicolet sera ouvert et tenu dans la ville de Nicolet, et pourra nommer un registra-<sup>Bureau d'en-
registrement
et registra-
teur de la
division No 2</sup>teur pour cette division conformément à la loi.

NOTE.—Proclamation fixant le premier mai 1900 pour l'ouverture du nouveau bureau ; *Gazette officielle de 1900*, p. 1027.

7. Toutes les lois en vigueur touchant l'enregistrement des différents titres et actes, et toutes matières s'y rapportant, de même que celles relatives aux bureaux d'enregistrement, aux registrateurs et aux députés-registrateurs y nommés, s'appliqueront aux divisions d'enregistrement établies par la présente loi.<sup>Lois appli-
cables.</sup>

8. Le registra-<sup>Certains ho-
noraires du
registrator</sup>teur de la division No 2 n'aura droit qu'à tout certificat de recherches et d'hypothèques qu'il sera tenu de délivrer à la suite d'un certificat émis par le registra-<sup>registrator
de la divi-
sion No 2</sup>teur de la division No 1.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc-<sup>Entrée en
vigueur.</sup>tion.

62 VICTORIA, CHAPITRE 8

Loi concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement

[Sanctionnée le 10 mars, 1899]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Les sections 1, 2 et 3 ont été refondues.*

Où siègera le conseil de comté de chaque division.

4. Le conseil de comté de la première division du comté de Pontiac continuera à se tenir dans le village de Bryson, et celui de la seconde division du même comté se tiendra dans le village de Ville-Marie.

51-52 V., c. 34, abrogé. Procès-verbaux, etc., existants.

5. A compter de la mise en vigueur de la présente loi, la loi 51-52 Victoria, chapitre 34, sera abrogée, mais tous règlements, procès-verbaux, actes de répartitions, ordonnances et généralement tous ordres concernant des matières municipales, passés par le conseil municipal de Témiscamingue, resteront en vigueur dans les territoires pour lesquels ils ont été faits, jusqu'à ce qu'ils aient été abrogés ou amendés par autorité compétente, et toutes les archives de ladite municipalité de Témiscamingue seront remises au secrétaire-trésorier de la seconde division du comté de Pontiac, qui en sera le dépositaire légal, et, comme tel, pourra en délivrer des copies ou extraits authentiques.

Règles particulières à certaines municipalités.

6. A compter de la mise en vigueur de la présente loi, les municipalités locales du village de Ville-Marie et du canton Guigues continueront à former des municipalités locales sous leurs noms actuels respectifs, et le canton Duhamel (moins le territoire qui en a été détaché pour former le village de Ville-Marie) formera aussi une municipalité locale sous le nom de "municipalité du canton Duhamel"; le canton Laverlochère, jusqu'à ce qu'il ait une population suffisante pour former une municipalité locale, sera administré, réglementé et régi par le conseil du canton Duhamel, tout comme s'il y avait été annexé en vertu du Code municipal; mais les conseillers et officiers municipaux en office pour la municipalité de Témiscamingue lors de la mise en vigueur de la présente loi, resteront en charge pour la municipalité du canton Duhamel jusqu'à l'expiration de leur terme d'office ou jusqu'à leur remplacement en la manière prévue par la loi.

7. Les ventes de terres pour taxes municipales, commen-Continuation
cées par le conseil de Témiscamingue, seront continuées des ventes
par le conseil de la seconde division du comté de Pontiac, pour taxes
tout comme si elles y avaient commencé. commencées
par le conseil
de Témisca-
mingue.

8. Le bureau d'enregistrement actuellement établi dans Bureau
le village de Bryson sera et continuera d'être le bureau d'en- d'enregis-
registrement de la première division du comté de Pontiac, et trement et
le régistrateur actuel restera en fonction jusqu'à révocation. régistrateur
de la pre-
mière divi-
sion.

9. Le et après le jour à être fixé par proclamation, il sera Bureau d'en-
ouvert et tenu dans et pour la seconde division du comté de registrement
Pontiac, dans le village de Ville-Marie, un bureau d'enre- et régistra-
gistrement, et un régistrateur sera nommé pour cette division teur de la
aussitôt qu'un bâtiment et une voûte, ou un coffre-fort en seconde
métal convenable, auront été fournis par la corporation de la division.
seconde
division.
entrera en fonction le jour fixé par le lieutenant-gouverneur
en conseil.

*NOTE.—Le 2 janvier 1900 est le jour fixé par la proclamation
du 13 décembre 1899—Gazette officielle de 1899, p. 2325.*

10. Les articles 72 et 73 des Statuts refondus et les s. R., 72, 73,
tableaux annexés à ces articles sont amendés en conséquence. amendés.

11. Toutes lois en vigueur touchant l'enregistrement des Lois appli-
différents titres et actes, et toutes matières s'y rapportant, de cables.
même que celles relatives aux bureaux d'enregistrement, aux
régistrateurs et députés-régistrateurs y nommés, s'applique-
ront aux divisions d'enregistrement établies par la présente
loi.

56 VICTORIA, CHAPITRE 46

Loi transférant dans la ville de Fraserville le bureau d'enre-
gistrement du comté de Témiscouata

[Sanctionnée le 27 février, 1893]

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt public et surtout Preamble.
dans l'intérêt des propriétaires des droits réels dans la
division d'enregistrement du comté de Témiscouata et des
personnes y exerçant une profession libérale, que le bureau
d'enregistrement dudit comté soit transféré dans la ville de
Fraserville ;

Considérant que ladite ville est un endroit plus central et
d'un accès plus facile au public que la paroisse de l'Île-
Verte, où se trouve actuellement ledit bureau d'enregistre-
ment ;

Considérant que ladite ville fait partie du comté de Témiscouata et est le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska ;

Considérant que ladite ville de Fraserville consent à l'adoption de la présente loi ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Bureau d'enregistrement transporté à Fraserville, par proclamation.

1. A compter du jour à être fixé par la proclamation mentionnée ci-après dans la section 4, le bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata, actuellement situé dans la paroisse de l'Île Verte, sera transféré et établi, à toutes fins généralement quelconques, en la ville de Fraserville susdite, dans le local fourni par ladite ville, le tout aux frais de ladite ville.

Local du bureau.

2. Le bureau d'enregistrement sera établi par ladite ville de Fraserville, près du palais de justice ou dans ledit palais de justice, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Conditions à remplir avant l'émission de la proclamation.

3. Dès que le lieutenant-gouverneur en conseil sera assuré que les conditions imposées par la présente loi et les prescriptions exigées par l'article 514 du Code municipal auront été remplies, il pourra déclarer, dans une proclamation qui sera publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, que ledit bureau d'enregistrement sera transféré dans le local destiné à cette fin, et il y sera établi et tenu à compter du jour fixé dans telle proclamation.

NOTE.—Le 20 mai 1893 est le jour fixé par la proclamation du 13 avril 1893 ; *Gazette officielle de 1893*, p. 1101.

Transport des livres, etc., au nouveau bureau par le registraire.

4. Aussitôt après la publication de ladite proclamation et dès avant la date y fixée pour le transfert dudit bureau d'enregistrement, le registraire du comté de Témiscouata sera tenu de transmettre au nouveau local à ce destiné et d'y déposer, tous les livres, actes, titres, pièces et documents quelconques faisant partie des archives du bureau d'enregistrement dudit comté ; mais les frais faits pour cet objet par le registraire lui seront remboursés par ladite ville de Fraserville.

Remboursement des frais de transport.

Lois applicables.

5. Toutes les dispositions s'appliquant aux registrateurs continueront à s'appliquer au registraire du comté de Témiscouata, qui sera soumis aux dispositions des articles 5660 et 5692 des Statuts révisés.

6. Le tableau des divisions d'enregistrement qui suit l'ar- Art. 2, S. R.,
ticle 72 des Statuts refondus est modifié quant à la division ^{modifié.}
du comté de Témiscouata, en ce que le bureau d'enregistre-
ment sera fixé en la ville de Fraserville au lieu d'être dans la
paroisse de l'Île Verte, à compter de la date fixée dans la
proclamation ci-haut mentionnée.

7. La présente loi deviendra exécutoire le jour de sa ^{Entrée en}
sanction. ^{vigueur.}

1 EDOUARD VII, CHAPITRE 5

Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division
d'enregistrement du comté de Wright

[Sanctionnée le 28 mars, 1901]

ATTENDU que le bureau d'enregistrement, dans la cité ^{Préambule.}
de Hull, pour la division d'enregistrement du comté
de Wright, a été détruit par un incendie le vingt-six avril
mil neuf cent, avec les registres, livres, papiers, plans et
archives qui s'y trouvaient ;

Attendu que depuis, des registres ont été fournis au bureau
de cette division, et qu'il importe de prescrire le mode d'après
lequel les intéressés pourront faire procéder à l'enregistrement
des actes qui y avaient été précédemment enregistrés ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consente-
ment de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Tout acte, plan ou autre document enregistré dans le ^{Enregistre-}
bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du ^{ment nou-}
comté de Wright, ou dans celui de l'ancienne division d'en- ^{veau des}
registrement du comté d'Ottawa, le ou avant le vingt-six ^{actes, etc.,}
avril mil neuf cent, doit, sur production d'icelui à ce bureau, ^{s'il existe un}
ou à celui de la division d'enregistrement du comté de Labelle, ^{certificat}
suivant qu'il appartient, avec le certificat de l'enregistrement ^{d'enregistre-}
originaire, être de nouveau enregistré. ^{ment.}

En faisant cet enregistrement, le registrateur doit trans- ^{Comment se}
crire le certificat de l'enregistrement originaire, et le jour et ^{fait l'enre-}
l'heure de l'entrée et de l'enregistrement y mentionnés seront ^{gistrement,}
le jour et l'heure à partir desquels l'entrée et l'enregistrement ^{et effet}
nouveaux auront leur effet. ^{d'icelui.}

NOTE.—Voir 2 Ed. VII, c. 10 s. 1.

2. S'il ne peut être produit de certificat de l'enregistre- ^{Enregistre-}
ment originaire, toute partie intéressée peut, soit faire enre- ^{ment nou-}
gistrer comme s'il n'avait jamais été enregistré, si elle est ^{veau des}

actes, etc.,
s'il n'existe
pas de cer-
tificate d'en-
registrement.

encore dans les délais utiles pour ce faire, soit faire enregistrer conformément aux dispositions ci-après, tout acte, plan ou autre document enregistré dans ledit bureau avant l'époque susmentionnée, dans chacun des cas suivants :

- (a) S'il existe une copie d'icelui dûment certifiée ;
- (b) Si l'original existe ou s'il existe un double d'icelui ;
- (c) S'il n'existe pas de tel double ou s'il n'existe pas de telle copie et que l'original ait été détruit.

Par qui, de-
vant lequel
cour et quand
sont présen-
tées les
requêtes
pour enre-
gistrement
nouveau.

3. Dans le cas de la section précédente, la demande d'enregistrement est formée par la partie intéressée par requête adressée à la Cour supérieure ou à un juge de ce tribunal, dans le district d'Ottawa, après le trentième jour qui suit la première publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis exigé par le paragraphe 1 de la section 6 de cette loi.

NOTE.— Voir 2 Ed. VII, c. 10 s. 2.

Contenu de
la requête.
Si l'acte
affecte un
immeuble.

4. Cette requête doit contenir,—

1. S'il s'agit d'un acte, plan ou autre document affectant un immeuble :

- (a) La description de l'immeuble ;
- (b) L'indication de la nature et de l'étendue du droit réclaté ;
- (c) Les allégations nécessaires pour faire connaître le titre du requérant à ce droit ;
- (d) La mention de la date de l'acte ou autre document sur lequel le requérant appuie son titre, ainsi que celle de la date réelle ou approximative de l'enregistrement originaire ;
- (e) Le nom du propriétaire ou de la personne en possession *animo domini* de l'immeuble, et des personnes qui ont quelque droit sur icelui, ainsi que l'indication de leur dernière résidence, si ces noms et résidences sont connus du requérant ;
- (f) Les noms des personnes qui ont acquis quelque droit à ou sur l'immeuble, enregistré depuis la destruction du bureau d'enregistrement et avant la production de la requête, avec l'indication de la nature de ce droit.

Si l'acte
n'affecte pas
un immeuble.

2. S'il s'agit d'un acte ou autre document qui n'affecte pas un immeuble :

- (a) La description de l'acte ou du document ;
- (b) La mention de la date réelle ou approximative de l'enregistrement originaire.

Affidavit qui
accompagne
la requête.

5. La requête doit être accompagnée d'une déposition sous serment en constatant la vérité.

6. (1) Avis du jour et de l'heure auxquels cette requête sera présentée, rédigée suivant la formule A de cette loi, est insérée deux fois dans la *Gazette officielle de Québec* et deux fois pendant deux semaines consécutives dans un journal publié en langue française et dans un journal publié en langue anglaise dans la division d'enregistrement, ou, s'il n'y en a pas, dans deux journaux publiés dans une des plus proches divisions.

2. Il doit de plus être affiché et rester affiché dans le bureau d'enregistrement de la division durant deux semaines.

3. Avant sa présentation, la requête doit être en outre signifiée aux personnes mentionnées dans les paragraphes (e) et (f) de la section 4 de cette loi, conformément aux règles prescrites pour la signification des brefs de sommation par le Code de procédure civile ; et, si en vertu de ces règles, il est nécessaire de donner l'avis par la voie des journaux, la publication prévue par le paragraphe 1 de cette section suffit.

7. Lorsque la requête est présentée, le tribunal ou le juge peut, si elle n'est pas contestée, en accorder les conclusions sur telle preuve qu'il juge satisfaisante.

Si elle est contestée, il peut permettre à celui qui la conteste de répondre par écrit dans le délai qu'il fixe.

Pour le surplus, la contestation est soumise aux règles et délais des causes sommaires, autres que celles concernant les rapports entre locateurs et locataires, édictés par le chapitre LV du Code de procédure civile.

8. S'il se présente plusieurs contestants, le tribunal ou le juge peut, selon les circonstances et si leur intérêt est commun, leur enjoindre de se réunir pour ne produire qu'une contestation.

9. La preuve testimoniale du contenu de l'acte, plan ou autre document, ainsi que du certificat d'enregistrement original, est admise comme dans les cas visés par le paragraphe 6 de l'article 1233 du Code civil, et conformément aux règles qui y sont prescrites.

10. En rendant le jugement ou l'ordonnance, le tribunal ou le juge énoncera avec précision le contenu de l'acte, plan ou autre document dont l'enregistrement est demandé, et déterminera le jour et l'heure de l'entrée et de l'enregistrement originaux.

Sur production, au bureau d'enregistrement, d'une copie du jugement ou de l'ordonnance, après l'expiration des quinze jours de sa date, le registraire l'enregistrera ; et le jour et l'heure de l'entrée et de l'enregistrement originaux, tels que déterminés dans le jugement ou l'ordonnance, seront

ensuite le jour et l'heure à partir desquels l'entrée et l'enregistrement nouveaux auront leur effet.

Appel du jugement.

11. Toute partie lésée par le jugement ou l'ordonnance peut se pourvoir devant la Cour supérieure siégeant en revision ou devant la Cour du banc du roi.

Délai pour appeler.

Avis de l'inscription doit, dans l'un et l'autre cas, être produit dans les quinze jours à compter de la prononciation du jugement ou de l'ordonnance.

Règles applicables à l'appel.

Sous tous autres rapports, la revision et l'appel sont régis par les règles du Code de procédure civile concernant la revision et l'appel.

Enregistrement nonobstant appel.

12. Le tribunal ou le juge peut, sur requête, s'il le croit juste, permettre l'enregistrement nonobstant la revision ou l'appel.

Autres recours.

13. Le jugement et l'ordonnance peuvent en outre être attaqués pour toute cause de droit.

Frais sur la requête, par qui payés.

14. La partie qui présente la requête supporte les frais qu'elle entraîne, mais s'il y a contestation, celle qui succombe doit y être condamnée, à moins que le tribunal ou le juge, en rendant le jugement ou l'ordonnance, n'en ordonne autrement pour des causes spéciales.

Honoraires du registra-
teur, par qui payés.

15. Les honoraires du registra-
teur, pour les enregistre-
ments faits sous l'empire de cette loi, sont payables par les personnes qui requièrent l'enregistrement.

Remise des droits, etc., du gouverne-
ment.

16. Nul droit ou taxe du gouvernement n'est imposé sur, ni perçu à raison d'une procédure ou d'un enregistrement faits en vertu de cette loi.

Honoraires des avocats et du proto-
notaire.

17. Les honoraires des avocats et du protonotaire pour les procédures en vertu de cette loi seront ceux des actions non appelables de première classe en Cour de circuit.

Honoraires des sténo-
graphes.

Les sténographes auront droit à des honoraires suivant le tarif établi pour ces officiers en Cour supérieure.

Effet de l'en-
regist. e-
ment.

18. Tout enregistrement fait sous l'empire de la présente loi a la même force et le même effet qu'un enregistrement original.

Si le titre de l'acquéreur n'est pas en-
registré de nouveau.

Néanmoins, quoique l'enregistrement nouveau du droit de l'acquéreur n'ait pas eu lieu, l'enregistrement, fait en vertu de cette loi, d'une cession, d'un transport, d'une hypothèque ou d'un droit réel par lui consenti et affectant l'immeuble, a son effet.

19. Nul enregistrement en vertu de la section 1 de la présente loi ne peut être fait après l'expiration d'une année à compter de son entrée en vigueur, et nul enregistrement en vertu des sections 2 et suivantes de cette loi ne peut être fait après l'expiration des deux mois qui suivent le jugement final.

20. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, étendre les dispositions de cette loi à toute division d'enregistrement dont le bureau d'enregistrement est détruit, et, dans ce cas, le tribunal et le juge qui ont juridiction sont la Cour supérieure et le juge de ce tribunal dans le district dans lequel se trouve le chef-lieu de la division d'enregistrement affecté; et le délai d'une année fixé par la section 19 de la présente loi commence à courir du jour de la mise en vigueur de cette loi dans cette division.

21. L'enregistrement nouveau dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Wright ou dans celui du comté de Labelle, entre le 26 avril 1900 et l'entrée en vigueur de la présente loi, de tout acte, plan ou autre document qui, d'après le certificat qui y est apposé, paraît avoir été enregistré dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Wright ou dans celui de l'ancienne division d'enregistrement du comté d'Ottawa, vaudra comme s'il avait été enregistré en vertu de la section 1 de la présente loi.

22. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

FORMULE A

Avis est par les présentes donné que (*nom, domicile et profession du requérant*) présentera le , à heures de l'après-midi ou aussitôt après qu'il pourra être entendu, à la Cour supérieure ou à un juge de cette cour, siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, dans la cité de Hull (*ou suivant le cas*), une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registraire de la division d'enregistrement de Wright d'enregistrer (*décrire brièvement l'acte, etc., dont il s'agit, et, si cet acte affecte un immeuble, donner la désignation de l'immeuble*) et faisant remonter cet enregistrement au (*indiquer la date, réelle ou approximative, de l'enregistrement originaire*).

Daté à , ce 19

A. B.,
Procureur du requérant
(*ou suivant le cas.*)

2 EDOUARD VII, CHAPITRE 10

Loi concernant le bureau d'enregistrement de la division
d'enregistrement du comté de Wright

[Sanctionnée le 26 mars, 1902]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil
législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit :

- Extension du délai pour enregistrement en vertu de la loi 1 Ed. VII, c. 5, s. 1. **1.** Le délai prescrit pour enregistrement en vertu des dispositions de la section 1 de la loi 1 Edouard VII, chapitre 5, s'étendra jusqu'au trente et unième jour d'octobre 1903.
- Délai pour produire la requête visée par la loi 1 Ed. VII, c. 5, s. 3. **2.** Le délai pour produire la requête visée par la section 3 de ladite loi demandant la permission de faire l'enregistrement dans le cas mentionné dans la section 2 de la même loi, s'étendra jusqu'au trente et un octobre 1903, et, après cette date, nulle requête demandant cette permission ne sera reçue par le tribunal ou le juge.

Entrée en
vigueur.

- 3.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
-